

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

**Loi n°2013-07 du 18 décembre 2013
portant loi de finances pour l'année 2014**

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du lundi 09 décembre 2013,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE**

TITRE PREMIER : Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

A. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER : -*Evaluation et autorisation de perception des ressources*

I - La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2014 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II- Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2014, à la somme de 2 281 410 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

III- Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2014, à la somme de 365 000 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

IV – les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2 646 410 000 000 de FCFA.

B. DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : - *Evaluation des charges*

Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2014, à la somme de 2 646 410 000 000 de FCFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi.

TITRE II : dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

ARTICLE 3 :- *Equilibre général du Budget*

I – Pour l'année 2014, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
I - BUDGET GENERAL				
A - Ressources internes		A- Dépenses sur ressources internes		
Recettes fiscales	1 561 000	Dettes publiques	523 410	
Recettes non fiscales	72 000	Dépenses de personnel	491 600	
Recettes Exceptionnelles	59 000	Autres dépenses courantes	689 400	
Remboursements Prêts et avances	3 000	Dépenses en capital sur ressources internes	577 000	
Dons budgétaires	42 000			
Emprunts	544 410			
Total ressources internes	2 281 410	Total dépenses sur ressources internes	2 281 410	0
B - Ressources externes		B - Dépenses sur ressources externes		
Tirage Dons et emprunts	365 000	Dépenses en capital sur ressources externes	365 000	
Total B	365 000	Total B	365 000	
TOTAL I= (A + B)	2 646 410	TOTAL I = (A + B)	2 646 410	0
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Recettes	85 610	Dépenses	85 610	0
TOTAL RESSOURCES = (1 + 2)	2 732 020	TOTAL CHARGES = (1 + 2)	2 732 020	0

II. – Pour l'année 2014, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 951 410 000 000 de FCFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

DEUXIEME PARTIE :

TITRE PREMIER : MOYENS DES SERVICES

A – BUDGET GENERAL

A-1 DEPENSES COURANTES

ARTICLE 4 : Services votés

Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances pour l'année 2014, au titre des services votés réévalués des dépenses courantes, est fixé à la somme de 1 606 821 347 000 de FCFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	523 410 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	477 510 680 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	337 430 474 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	268 470 193 000 francs CFA

ARTICLE 5 : mesures nouvelles

Il est ouvert, pour la loi de finances pour l'année 2014, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses courantes, des crédits d'un montant de 97 588 653 000 FCFA ainsi répartis :

- Titre 2 dépenses de personnel	14 089 320 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	42 296 262 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	41 203 071 000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.

A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes

I – Il est ouvert pour l'année 2014, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 577 000 000 000 de FCFA ainsi répartis :

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	207 075 450 000 francs CFA
- Titre 6: Tranfert en capital	369 924 550 000 francs CFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2013, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes d'un montant de 5 456 686 000 000 de FCFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi.

ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes

I- Les prévisions de tirage (emprunts et subventions), pour la loi de finances pour l'année 2013, affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures, sont évaluées à 365 000 000 000 de FCFA ainsi réparties :

- Emprunt	184 000 000 000 francs CFA
- Subvention	181 000 000 000 francs CFA

II- Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 4 430 976 000 000 de FCFA ainsi répartis :

- Emprunt	2 986 824 000 000 francs CFA
- Subvention	1 444 152 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi.

B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

B-1 – COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 8 : *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2014 sont évaluées à 69 360 000 000 de FCFA.*

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2014, s'élèvent à 69 360 000 000 de FCFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

ARTICLE 9 : AUTORISATION DE REPORT

Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2014, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte " Fonds national de Retraite".

B-2 – COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 10 : *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances pour l'année 2014 sont évaluées à 150 000 000 de FCFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2014, s'élèvent à 150 000 000 de FCFA.

B-3 – COMPTES DE PRETS.

ARTICLE 11: *I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2014, sont évaluées à 15.300.000.000 de FCFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2014, s'élèvent à 15 300 000 000 de FCFA.

B-4 – COMPTES D'AVANCES.

ARTICLE 12: *I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe 2 jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800 000 000 de FCFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2014, s'élèvent à 800 000 000 de FCFA.

B-5- AFFECTATIONS COMPTABLES

ARTICLE 13: *Compte tenu des dispositions des articles 8 à 13, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 85 610 000 000 de FCFA comme indiqué à l'annexe 2 jointe à la présente loi.*

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances pour l'année 2014 sont évaluées à la somme de 85 610 000 000 de FCFA.

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 : Taxes parafiscales

La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe 6, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2014.

ARTICLE 15 : Crédits évaluatifs

Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe 7.

ARTICLE 16: Respect des règles organisant les dépenses publiques

Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques

L'agent de l'Etat, qui viole cette disposition, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie.

ARTICLE 17: autorisation de régulation des dépenses

Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital»

ARTICLE 18 : Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor

Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.

La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor.

ARTICLE 19 : Institution d'une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)

Il est institué au profit du budget de l'Etat une CSMC.

Cette contribution s'applique aux substances minérales et fossiles visées à l'article 4 du Code minier et au ciment.

Les produits des mines et carrières sont exonérés de la contribution spéciale lorsqu'ils sont utilisés dans la production de biens soumis à cette même contribution.

La base imposable est déterminée :

- à la vente, par le prix normal de vente tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même ;

- à l'importation, par la valeur en douane augmentée de tous les droits et taxes liquidés par la Douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même ;

- dans tous les autres cas, par le prix normal ou la valeur normale du bien tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même.

La contribution spéciale s'applique aux livraisons sur le marché local, aux importations et aux exportations.

Le fait générateur de la contribution spéciale est constitué :

1° pour les substances extraites ou produites au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit, par le prélèvement ou par la livraison à soi-même pour la consommation personnelle ;

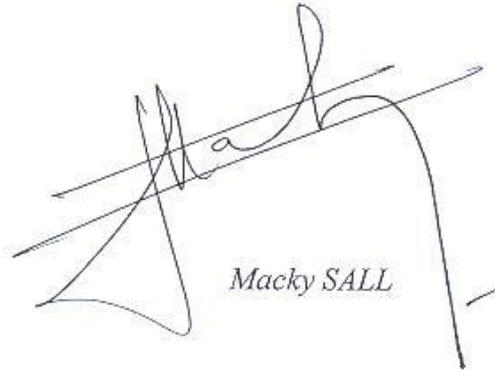
2^e pour les substances importées, par la mise en consommation matérielle ou juridique sur le territoire du Sénégal.

Le taux de la contribution spéciale est fixé à 5%.

Les règles relatives à la liquidation, au recouvrement et au contentieux en matière de taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à la CSMC.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 18 décembre 2013



Macky SALL

Par le Président de la République

Le Premier Ministre



Aminata TOURE

ANNEXE 1

Prévisions des recettes du Budget général

En milliers de FCFA

	PREVISIONS LFI 2013	REALISATIONS AU 31 AOÛT 2013	PREVISIONS LFI 2014	ECARTS: LFI 2013/2014	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	160 500 000	140 600 000	171 200 000	10 700 000	6,7%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	238 600 000	143 200 000	266 100 000	27 500 000	11,5%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	24 100 000	0	21 600 000	-2 500 000	-10,4%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	0	0	1 000 000	1 000 000	
TOTAL IMPOTS DIRECTS	423 200 000	283 800 000	459 900 000	36 700 000	8,7%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	796 800 000	430 400 000	805 100 000	8 300 000	1,0%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	33 300 000	33 600 000	37 200 000	3 900 000	11,7%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	202 400 000	136 900 000	236 400 000	34 000 000	16,8%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales	36 800 000	12 100 000	22 400 000	-14 400 000	-39,1%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS	1 069 300 000	613 000 000	1 101 100 000	31 800 000	3,0%
071 - TOTAL RECETTES FISCALES	1 492 500 000	896 800 000	1 561 000 000	68 500 000	4,6%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES				0	
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22 500 000	10 200 000	13 000 000	-9 500 000	-42,2%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,0%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,0%
Paragraphe 0724 - Produits financiers	52 000 000	32 200 000	56 800 000	4 800 000	9,2%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	2 700 000	1 300 000	2 000 000	-700 000	-25,9%
072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES	77 400 000	43 700 000	72 000 000	-5 400 000	-7,0%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 569 900 000	940 500 000	1 633 000 000	63 100 000	4,0%
074 - DONS PROGRAMMES	38 600 000	0	42 000 000	3 400 000	8,8%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	59 000 000	40 366 000	59 000 000	0	0,0%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	12 800 000	0	3 000 000	-9 800 000	-76,6%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	150 000 000	73 314 000	136 390 000	-13 610 000	-9,1%

	PREVISIONS LFI 2013	REALISATIONS AU 31 AOÛT 2013	PREVISIONS LFI 2014	ECARTS: LFI 2013/2014	TAUX ECART
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	37 200 000	375 000	50 000 000	12 800 000	34,4%
017 AUTRES EMPRUNTS	186 050 000	156 977 000	358 020 000	171 970 000	92,4%
Total emprunts	373 250 000	230 666 000	544 410 000	171 160 000	45,9%
TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16 et 17	483 650 000	271 032 000	648 410 000	164 760 000	34,1%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14- 16 et 17)	2 053 550 000	1 211 532 000	2 281 410 000	227 860 000	11,1%
012 - DONNS PROJETS ET LEGS	168 900 000	52 883 554	181 000 000	12 100 000	7,2%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	228 200 000	108 612 781	184 000 000	-44 200 000	-19,4%
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, et 15)	397 100 000	161 496 335	365 000 000	-32 100 000	-8,1%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	2 450 650 000	1 373 028 335	2 646 410 000	195 760 000	8,0%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	80 466 000		85 610 000	5 144 000	6,4%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FIN (Budget général+Comptes spéciaux du trésor)	2 531 116 000	1 373 028 335	2 732 020 000	200 904 000	7,9%

ANNEXE 2

Comptes spéciaux du Trésor

En FCFA

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE		
Fonds National de retraite	68 000 000 000	68 000 000 000
Fonds de Lutte contre incendies	200 000 000	200 000 000
Caisse d'encouragement à la Pêche et Industries Annexes	950 000 000	950 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	210 000 000	210 000 000
s/total	69 360 000 000	69 360 000 000
COMPTES DE COMMERCE		
Opér. A caractère industriel et Commerc. Des Armées	150 000 000	150 000 000
s/total	150 000 000	150 000 000
COMPTES DE PRETS		
Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.		
prêts aux Collectivités locales	800 000 000	800 000 000
prêts à divers organismes	-	-
prêts à divers particuliers	14 500 000 000	14 500 000 000
s/total	15 300 000 000	15 300 000 000
COMPTES D'AVANCES		
Avance à 1 an aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000
s/total	800 000 000	800 000 000
RECAPITULATION GENERALE		
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	69 360 000 000	69 360 000 000
COMPTES DE COMMERCE	150 000 000	150 000 000
COMPTES DE PRETS	15 300 000 000	15 300 000 000
COMPTES D'AVANCES	800 000 000	800 000 000
total	85 610 000 000	85 610 000 000



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
10 Dette Publique		
DETTE PUBLIQUE		
Dette Publique		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et deniers	440 850 000 000	523 410 000 000
Total Dette Publique	440 850 000 000	523 410 000 000
TOTAL DETTE PUBLIQUE	440 850 000 000	523 410 000 000
Total Général Section 10	440 850 000 000	523 410 000 000
21 Présidence de la République		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 038 065 200	4 837 127 540
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	9 231 774 000	8 931 904 000
Titre 4 - 21 Transferts courants	14 353 728 000	12 769 342 000
Total Budget de Fonctionnement	27 623 567 200	26 538 373 540
TOTAL BUDGET GENERAL	27 623 567 200	26 538 373 540
Total Général Section 21	27 623 567 200	26 538 373 540
22 Assemblée Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	8 241 277 580	8 566 571 440
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	4 843 345 000
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	91 161 000
Total Budget de Fonctionnement	15 800 783 580	13 501 077 440
TOTAL BUDGET GENERAL	15 800 783 580	13 501 077 440
Total Général Section 22	15 800 783 580	13 501 077 440
23 Commission Electorale Nationale Autonome		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 3 - 23 Dépenses de fonctionnement	0	0
Titre 4 - 23 Transferts courants	2 100 983 000	1 600 983 000
Total Budget de Fonctionnement	2 100 983 000	1 600 983 000
TOTAL BUDGET GENERAL	2 100 983 000	1 600 983 000
Total Général Section 23	2 100 983 000	1 600 983 000



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
24 Conseil Economique, Social et Environnemental		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	0	1 782 000 000
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	0	827 500 000
Titre 4 - 24 Transferts courants	0	347 087 000
Total Budget de Fonctionnement	0	2 956 587 000
TOTAL BUDGET GENERAL	0	2 956 587 000
Total Général Section 24	0	2 956 587 000
25 Conseil Constitutionnel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	137 043 400	207 528 000
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	108 370 000	108 370 000
Total Budget de Fonctionnement	245 413 400	315 898 000
TOTAL BUDGET GENERAL	245 413 400	315 898 000
Total Général Section 25	245 413 400	315 898 000
27 Cour Suprême		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	805 771 000	826 213 000
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	915 956 000	915 956 000
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 977 000
Total Budget de Fonctionnement	1 723 704 000	1 744 146 000
TOTAL BUDGET GENERAL	1 723 704 000	1 744 146 000
Total Général Section 27	1 723 704 000	1 744 146 000
28 Cour des Comptes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	765 533 880	765 192 400
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	253 952 000	253 952 000
Titre 4 - 28 Transferts courants	0	900 000 000
Total Budget de Fonctionnement	1 019 485 880	1 919 144 400
TOTAL BUDGET GENERAL	1 019 485 880	1 919 144 400
Total Général Section 28	1 019 485 880	1 919 144 400



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
30 Primature		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 173 835 140	1 547 034 120
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 073 274 000	3 073 274 000
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 975 741 000	4 086 975 000
Total Budget de Fonctionnement	9 222 850 140	8 707 283 120
TOTAL BUDGET GENERAL	9 222 850 140	8 707 283 120
Total Général Section 30	9 222 850 140	8 707 283 120
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	14 268 454 180	17 200 370 340
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	12 469 921 000	12 469 921 000
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 210 634 000	5 210 634 000
Total Budget de Fonctionnement	31 949 009 180	34 880 925 340
TOTAL BUDGET GENERAL	31 949 009 180	34 880 925 340
Total Général Section 31	31 949 009 180	34 880 925 340
32 Ministère des Forces Armées		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	66 493 920 540	67 122 237 060
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	23 365 688 000	23 365 688 000
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 313 687 000	2 313 687 000
Total Budget de Fonctionnement	92 173 295 540	92 801 612 060
TOTAL BUDGET GENERAL	92 173 295 540	92 801 612 060
Total Général Section 32	92 173 295 540	92 801 612 060
33 Ministère de l'Intérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	29 113 642 960	26 858 895 000
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	7 105 082 000	4 991 569 000
Titre 4 - 33 Transferts courants	0	0
Total Budget de Fonctionnement	36 218 724 960	31 850 464 000
TOTAL BUDGET GENERAL	36 218 724 960	31 850 464 000
Total Général Section 33	36 218 724 960	31 850 464 000



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
34 Ministère de la Justice		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	16 684 578 640	17 565 489 640
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	5 379 517 000	5 379 517 000
Titre 4 - 34 Transferts courants	1 413 862 000	1 443 862 000
Total Budget de Fonctionnement	23 477 957 640	24 388 868 640
TOTAL BUDGET GENERAL	23 477 957 640	24 388 868 640
Total Général Section 34	23 477 957 640	24 388 868 640
35 Min. Fonc. Publique, Travail, Dial. Social, Org Prof.		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	1 598 514 640	1 476 181 400
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	481 909 000	458 859 000
Titre 4 - 35 Transferts courants	254 920 000	254 920 000
Total Budget de Fonctionnement	2 335 343 640	2 189 960 400
TOTAL BUDGET GENERAL	2 335 343 640	2 189 960 400
Total Général Section 35	2 335 343 640	2 189 960 400
40 Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 341 541 280	1 148 649 000
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	525 650 000	524 318 000
Titre 4 - 40 Transferts courants	183 447 000	183 447 000
Total Budget de Fonctionnement	2 050 638 280	1 856 414 000
TOTAL BUDGET GENERAL	2 050 638 280	1 856 414 000
Total Général Section 40	2 050 638 280	1 856 414 000
41 Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désenclavement		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	690 874 880	563 731 940
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	354 855 000	347 816 000
Titre 4 - 41 Transferts courants	276 109 000	0
Total Budget de Fonctionnement	1 321 838 880	911 547 940
TOTAL BUDGET GENERAL	1 321 838 880	911 547 940
Total Général Section 41	1 321 838 880	911 547 940



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2 150 273 000	1 984 484 140
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1 104 950 000	1 104 950 000
Titre 4 - 42 Transferts courants	6 262 126 000	6 262 126 000
Total Budget de Fonctionnement	9 517 349 000	9 351 560 140
TOTAL BUDGET GENERAL	9 517 349 000	9 351 560 140
Total Général Section 42	9 517 349 000	9 351 560 140
43 Ministère de l'Économie et des Finances		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 819 807 380	17 072 163 920
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	7 787 120 891	8 519 505 451
Titre 4 - 43 Transferts courants	4 295 941 380	1 871 840 780
Total Budget de Fonctionnement	29 902 869 651	27 463 510 151
TOTAL BUDGET GENERAL	29 902 869 651	27 463 510 151
Total Général Section 43	29 902 869 651	27 463 510 151
44 Ministère de l'Énergie		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	381 234 080	218 860 340
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	190 188 000	121 556 000
Titre 4 - 44 Transferts courants	96 311 000	72 681 000
Total Budget de Fonctionnement	667 733 080	413 097 340
TOTAL BUDGET GENERAL	667 733 080	413 097 340
Total Général Section 44	667 733 080	413 097 340
45 Min. Commerce Entreprenariat Sect. Informel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 509 267 820	1 325 669 280
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	426 500 000	396 416 000
Titre 4 - 45 Transferts courants	2 364 772 000	1 635 482 000
Total Budget de Fonctionnement	4 300 539 820	3 357 567 280
TOTAL BUDGET GENERAL	4 300 539 820	3 357 567 280
Total Général Section 45	4 300 539 820	3 357 567 280



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 148 603 700	1 357 587 740
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	455 448 000	455 448 000
Titre 4 - 46 Transferts courants	15 000 000	15 000 000
Total Budget de Fonctionnement	1 619 051 700	1 828 035 740
TOTAL BUDGET GENERAL	1 619 051 700	1 828 035 740
Total Général Section 46	1 619 051 700	1 828 035 740
47 Min. Industrie et Mines		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	0	260 724 940
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	0	221 716 000
Titre 4 - 47 Transferts courants	0	917 920 000
Total Budget de Fonctionnement	0	1 400 360 940
TOTAL BUDGET GENERAL	0	1 400 360 940
Total Général Section 47	0	1 400 360 940
49 Min. Tourisme et Transp. Aériens		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	330 671 760	456 046 160
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	186 417 000	190 140 000
Titre 4 - 49 Transferts courants	43 877 000	284 877 000
Total Budget de Fonctionnement	560 965 760	931 063 160
TOTAL BUDGET GENERAL	560 965 760	931 063 160
Total Général Section 49	560 965 760	931 063 160
50 Ministère de l'Education Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	189 204 467 520	201 431 863 040
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	120 482 836 000	120 482 836 000
Titre 4 - 50 Transferts courants	2 017 405 000	2 017 405 000
Total Budget de Fonctionnement	311 704 708 520	323 932 104 040
TOTAL BUDGET GENERAL	311 704 708 520	323 932 104 040
Total Général Section 50	311 704 708 520	323 932 104 040



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
52 Min. Sport et Vie Associative		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 149 102 920	1 047 142 120
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	1 894 240 000	1 906 240 000
Titre 4 - 52 Transferts courants	500 275 000	500 275 000
Total Budget de Fonctionnement	3 543 617 920	3 453 657 120
TOTAL BUDGET GENERAL	3 543 617 920	3 453 657 120
Total Général Section 52	3 543 617 920	3 453 657 120
53 Min. Culture et Patrimoine		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	879 204 500	810 297 160
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	457 367 000	457 167 000
Titre 4 - 53 Transferts courants	3 522 406 000	3 522 406 000
Total Budget de Fonctionnement	4 858 977 500	4 789 870 160
TOTAL BUDGET GENERAL	4 858 977 500	4 789 870 160
Total Général Section 53	4 858 977 500	4 789 870 160
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	35 388 243 500	35 879 390 760
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	10 235 685 000	10 235 685 000
Titre 4 - 54 Transferts courants	27 556 245 000	27 556 245 000
Total Budget de Fonctionnement	73 180 173 500	73 671 320 760
TOTAL BUDGET GENERAL	73 180 173 500	73 671 320 760
Total Général Section 54	73 180 173 500	73 671 320 760
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 118 956 000	1 198 090 000
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	674 267 000	674 267 000
Titre 4 - 55 Transferts courants	1 048 945 000	1 334 900 000
Total Budget de Fonctionnement	2 842 168 000	3 207 257 000
TOTAL BUDGET GENERAL	2 842 168 000	3 207 257 000
Total Général Section 55	2 842 168 000	3 207 257 000



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	4 451 763 840	4 362 570 800
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	3 257 219 000	3 257 219 000
Titre 4 - 56 Transferts courants	751 290 000	751 290 000
Total Budget de Fonctionnement	8 460 272 840	8 371 079 800
TOTAL BUDGET GENERAL		
Total Général Section 56	8 460 272 840	8 371 079 800
58 Min. Femme, Famille et Enfance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 437 811 300	1 132 229 240
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	973 818 000	973 818 000
Titre 4 - 58 Transferts courants	1 058 494 000	1 058 494 000
Total Budget de Fonctionnement	3 470 123 300	3 164 541 240
TOTAL BUDGET GENERAL		
Total Général Section 58	3 470 123 300	3 164 541 240
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	8 656 346 680	6 897 962 060
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	7 410 858 000	7 410 858 000
Titre 4 - 59 Transferts courants	1 276 685 000	1 276 685 000
Total Budget de Fonctionnement	17 343 889 680	15 585 505 060
TOTAL BUDGET GENERAL		
Total Général Section 59	17 343 889 680	15 585 505 060
60 Charges non Réparties		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	50 932 967 400	45 742 671 600
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	120 849 713 479	109 213 149 974
Titre 4 - 60 Transferts courants	95 570 212 250	84 367 603 220
Total Budget de Fonctionnement	267 352 893 129	239 323 424 794
TOTAL BUDGET GENERAL		
Total Général Section 60	267 352 893 129	239 323 424 794



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
61 Ministère du Plan		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 61 Dépenses de personnel	0	567 372 000
Titre 3 - 61 Dépenses de fonctionnement	0	280 437 495
Titre 4 - 61 Transferts courants	0	2 757 040 000
Total Budget de Fonctionnement	0	3 604 849 495
TOTAL BUDGET GENERAL	0	3 604 849 495
Total Général Section 61	0	3 604 849 495
62 Min. Élevage et Prod. Animales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 818 922 620	1 702 474 000
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	579 711 000	579 711 000
Titre 4 - 62 Transferts courants	204 596 000	204 596 000
Total Budget de Fonctionnement	2 603 229 620	2 486 781 000
TOTAL BUDGET GENERAL	2 603 229 620	2 486 781 000
Total Général Section 62	2 603 229 620	2 486 781 000
63 Min. Communication et Eco Numérique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	285 097 700	282 863 860
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	588 284 000	488 284 000
Titre 4 - 63 Transferts courants	921 370 000	1 021 370 000
Total Budget de Fonctionnement	1 794 751 700	1 792 517 860
TOTAL BUDGET GENERAL	1 794 751 700	1 792 517 860
Total Général Section 63	1 794 751 700	1 792 517 860
65 Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 687 313 440	1 546 908 840
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	400 410 000	400 410 000
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 326 301 000	18 326 301 000
Total Budget de Fonctionnement	20 414 024 440	20 273 619 840
TOTAL BUDGET GENERAL	20 414 024 440	20 273 619 840
Total Général Section 65	20 414 024 440	20 273 619 840



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	769 073 040	762 363 620
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	249 808 000	249 808 000
Titre 4 - 68 Transferts courants	248 622 000	321 822 000
Total Budget de Fonctionnement	1 267 503 040	1 333 993 620
TOTAL BUDGET GENERAL	1 267 503 040	1 333 993 620
Total Général Section 68	1 267 503 040	1 333 993 620
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	502 924 480	547 937 000
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	2 991 286 000
Titre 4 - 75 Transferts courants	80 933 458 000	81 308 458 000
Total Budget de Fonctionnement	84 427 668 480	84 847 681 000
TOTAL BUDGET GENERAL	84 427 668 480	84 847 681 000
Total Général Section 75	84 427 668 480	84 847 681 000
80 Min. Promotion Bne Gouv. et Relations avec Inst.		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 80 Dépenses de personnel	59 447 000	172 316 540
Titre 3 - 80 Dépenses de fonctionnement	75 000 000	98 050 000
Total Budget de Fonctionnement	134 447 000	270 366 540
TOTAL BUDGET GENERAL	134 447 000	270 366 540
Total Général Section 80	134 447 000	270 366 540
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 81 Dépenses de personnel	65 447 000	149 555 960
Titre 3 - 81 Dépenses de fonctionnement	90 000 000	90 000 000
Titre 4 - 81 Transferts courants	14 000 000	14 000 000
Total Budget de Fonctionnement	169 447 000	253 555 960
TOTAL BUDGET GENERAL	169 447 000	253 555 960
Total Général Section 81	169 447 000	253 555 960



ANNEXE 3
REEVALUATION DES SERVICES VOTES
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2013	Loi de Finances pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
82 Min. Promotion Invest.et Partenariats		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 82 Dépenses de personnel	0	133 914 000
Titre 3 - 82 Dépenses de fonctionnement	0	139 527 080
Titre 4 - 82 Transferts courants	0	1 867 301 000
Total Budget de Fonctionnement	0	2 140 742 080
TOTAL BUDGET GENERAL	0	2 140 742 080
Total Général Section 82	0	2 140 742 080
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	1 538 250 000 000	1 606 821 347 000



ANNEXE 4 :
Répartition des mesures nouvelles par Pouvoir public ou Ministère et par titre

En FCFA

Section	POUV. PUBL. ET MINISTRES	Titre 2 PERSONNEL	Titre 3 FONCTIONNEMENT	Titre 4 TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
	POUVOIRS PUBLICS				
21	Présidence de la République		265 634 000	297 000 000	562 634 000
22	Assemblée Nationale		2 625 000 000		2 625 000 000
23	Commission Electorale Nationale Autonome			1 500 000 000	1 500 000 000
24	Conseil Economique Social et Environnemental		827 500 000		827 500 000
25	Conseil Constitutionnel		20 000 000		20 000 000
27	COUR SUPREME				-
28	Cour des Comptes		10 000 000		10 000 000
29	SENAT				-
30	PRIMATURE		343 600 000	110 400 000	454 000 000
	S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS	-	4 091 734 000	1 907 400 000	5 999 134 000
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		9 500 000 000	500 000 000	10 000 000 000
32	Ministère des Forces Armées		210 000 000	46 000 000	256 000 000
33	Ministère de l'Intérieur		5 458 645 000	4 000 000 000	9 458 645 000
34	Ministère de la Justice		463 450 000		463 450 000
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail, du Dialogue social et des Organisations professionnelles		17 300 000		17 300 000
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes		33 000 000		33 000 000
41	Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et du désenclavement		37 404 000		37 404 000
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural		62 500 000	545 000 000	607 500 000
43	Ministère de l'Economie et des Finances		2 756 635 000		2 756 635 000
44	Ministère de l'Energie		25 000 000	7 460 401 000	7 485 401 000
45	Ministère du Commerce de l'Entreprenariat et du secteur informel		23 500 000	10 000 000	33 500 000
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat		68 000 000		68 000 000
47	Ministère de l'Industrie et des mines		14 000 000		14 000 000
49	Ministère du Tourisme et des Transports aériens		2 961 000	736 000 000	738 961 000
50	Ministère de l'Education Nationale		1 500 000 000		1 500 000 000
52	Ministère des Sports et de la vie associative		13 000 000		13 000 000
53	Ministère de la Culture et du Patrimoine				-
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		89 485 000	1 200 000 000	1 289 485 000
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques		36 500 000		36 500 000
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable		23 500 000	100 000 000	123 500 000
58	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance		36 500 000	38 000 000	74 500 000
59	Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat		10 000 000	88 000 000	98 000 000
60	Charges non Réparties	14 089 320 000	17 500 000 000	12 250 000 000	43 839 320 000
61	Ministère du Plan		27 148 000		27 148 000
62	Ministère de l'Elevage et des Productions animales		46 500 000	25 000 000	71 500 000
63	Ministère de la Communication et de l'économie numérique				-
65	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales			287 270 000	287 270 000
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement		17 500 000	60 000 000	77 500 000
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche			11 950 000 000	11 950 000 000
80	Ministère de la promotion de la bonne gouvernance et des Relations avec les institutions		202 000 000		202 000 000
81	Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation		30 000 000		30 000 000
82	Ministère de la Promotion des investissements et des partenariats				-
	S/TOTAL MINISTERES	14 089 320 000	38 204 528 000	39 295 671 000	91 589 519 000
	TOTAL	14 089 320 000	42 296 262 000	41 203 071 000	97 588 653 000

**ANNEXE 5****Répartition des crédits de paiement et des Prévvisions de tirage par Pouvoir Public ou Ministère et par titre**

	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
21 Présidence de la République				
5 Investissements exécutés par l'état	1 948 108	0	393 190	2 341 298
6 Transfert en capital	13 966 000	0	0	13 966 000
Total Section:	15 914 108	0	393 190	16 307 298
22 Assemblée Nationale				
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	330 000	330 000
6 Transfert en capital	856 000	0	0	856 000
Total Section:	856 000	0	330 000	1 186 000
24 Conseil Economique, Social et Environnemental				
6 Transfert en capital	750 000	0	0	750 000
Total Section:	750 000	0	0	750 000
25 Conseil Constitutionnel				
6 Transfert en capital	44 000	0	0	44 000
Total Section:	44 000	0	0	44 000
27 Cour Suprême				
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0	0
6 Transfert en capital	150 000	0	0	150 000
Total Section:	150 000	0	0	150 000
28 Cour des Comptes				
5 Investissements exécutés par l'état	125 000	0	0	125 000
6 Transfert en capital	0	0	0	0
Total Section:	125 000	0	0	125 000
30 Primature				
5 Investissements exécutés par l'état	650 000	1 500 000	1 673 000	3 823 000
6 Transfert en capital	10 397 000	0	0	10 397 000
Total Section:	11 047 000	1 500 000	1 673 000	14 220 000
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur				
5 Investissements exécutés par l'état	4 980 000	0	1 107 000	6 087 000
6 Transfert en capital	1 300 000	0	0	1 300 000
Total Section:	6 280 000	0	1 107 000	7 387 000
32 Ministère des Forces Armées				
5 Investissements exécutés par l'état	24 686 000	0	0	24 686 000
6 Transfert en capital	864 000	0	0	864 000
Total Section:	25 550 000	0	0	25 550 000
33 Ministère de l'Intérieur				
5 Investissements exécutés par l'état	13 280 000	700 000	72 000	14 052 000
6 Transfert en capital	1 820 000	0	0	1 820 000
Total Section:	15 100 000	700 000	72 000	15 872 000
34 Ministère de la Justice				
5 Investissements exécutés par l'état	3 600 000	893 000	1 200 000	5 693 000
6 Transfert en capital	400 000	0	0	400 000
Total Section:	4 000 000	893 000	1 200 000	6 093 000



ANNEXE 5

Répartition des crédits de paiement et des Prévisions de tirage par pouvoir Public ou Ministère et par titre

	RESSOURCES INTERNES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	PT	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
			PT	PT	
35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail, du Dialogue Social et des Organisations Professionnelles					
5 Investissements exécutés par l'état	1 120 000	0	0	0	1 120 000
6 Transfert en capital	160 000	0	0	0	160 000
Total Section:	1 280 000	0	0	0	1 280 000
40 Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes					
5 Investissements exécutés par l'état	3 472 400	1 574 351	3 000 000	0	8 046 751
6 Transfert en capital	2 427 600	0	0	0	2 427 600
Total Section:	5 900 000	1 574 351	3 000 000	0	10 474 351
41 Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement					
5 Investissements exécutés par l'état	3 500 000	28 540 000	62 790 226	0	94 830 226
6 Transfert en capital	78 446 000	0	0	0	78 446 000
Total Section:	81 946 000	28 540 000	62 790 226	0	173 276 226
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural					
5 Investissements exécutés par l'état	5 045 000	34 638 351	30 343 000	0	70 026 351
6 Transfert en capital	54 555 000	0	0	0	54 555 000
Total Section:	59 600 000	34 638 351	30 343 000	0	124 581 351
43 Ministère de l'Economie et des Finances					
5 Investissements exécutés par l'état	27 128 975	200 000	558 730	0	27 887 705
6 Transfert en capital	24 951 000	0	0	0	24 951 000
Total Section:	52 079 975	200 000	558 730	0	52 838 705
44 Ministère de l'Energie					
5 Investissements exécutés par l'état	1 205 000	62 057 532	9 813 852	0	73 076 384
6 Transfert en capital	16 781 000	0	0	0	16 781 000
Total Section:	17 986 000	62 057 532	9 813 852	0	89 857 384
45 Ministère du Commerce, de l'Entrepreneariat et du Secteur Informel					
5 Investissements exécutés par l'état	1 655 000	500 000	1 430 000	0	3 585 000
6 Transfert en capital	2 945 000	0	0	0	2 945 000
Total Section:	4 600 000	500 000	1 430 000	0	6 530 000
46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat					
5 Investissements exécutés par l'état	2 116 000	0	500 000	0	2 616 000
6 Transfert en capital	5 484 000	0	0	0	5 484 000
Total Section:	7 600 000	0	500 000	0	8 100 000
47 Ministère de l'Industrie des des Mines					
5 Investissements exécutés par l'état	1 622 000	0	484 000	0	2 106 000
6 Transfert en capital	582 000	0	0	0	582 000
Total Section:	2 204 000	0	484 000	0	2 688 000
49 Ministère du Tourisme et des Transports Aériens					
5 Investissements exécutés par l'état	1 298 000	800 000	810 000	0	2 908 000
6 Transfert en capital	7 852 000	0	0	0	7 852 000
Total Section:	9 150 000	800 000	810 000	0	10 760 000



ANNEXE 5

**Répartition des crédits de paiement et
des Prévisions de tirage par pouvoir
Public ou Ministère et par titre**

	RESSOURCES INTERNES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	PT	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
			PT	PT	
50 Ministère de l'Education Nationale					
5 Investissements exécutés par l'état	17 755 000	2 824 766	14 158 148		34 737 914
6 Transfert en capital	6 645 000	0	0		6 645 000
Total Section:	24 400 000	2 824 766	14 158 148		41 382 914
52 Ministère des Sports et de la Vie Associative					
5 Investissements exécutés par l'état	2 350 000	0	2 870 000		5 220 000
6 Transfert en capital	1 493 000	0	0		1 493 000
Total Section:	3 843 000	0	2 870 000		6 713 000
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine					
5 Investissements exécutés par l'état	1 072 000	0	1 045 000		2 117 000
6 Transfert en capital	3 898 000	0	0		3 898 000
Total Section:	4 970 000	0	1 045 000		6 015 000
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale					
5 Investissements exécutés par l'état	20 331 000	6 686 000	12 448 659		39 465 659
6 Transfert en capital	12 669 000	0	0		12 669 000
Total Section:	33 000 000	6 686 000	12 448 659		52 134 659
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques					
5 Investissements exécutés par l'état	1 425 000	1 500 000	875 000		3 800 000
6 Transfert en capital	1 115 000	0	0		1 115 000
Total Section:	2 540 000	1 500 000	875 000		4 915 000
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable					
5 Investissements exécutés par l'état	4 483 000	1 600 000	9 143 000		15 226 000
6 Transfert en capital	2 017 000	0	0		2 017 000
Total Section:	6 500 000	1 600 000	9 143 000		17 243 000
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance					
5 Investissements exécutés par l'état	4 304 600	4 608 000	3 027 400		11 940 000
6 Transfert en capital	2 995 400	0	0		2 995 400
Total Section:	7 300 000	4 608 000	3 027 400		14 935 400
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat					
5 Investissements exécutés par l'état	3 264 000	500 000	3 362 015		7 126 015
6 Transfert en capital	7 736 000	0	0		7 736 000
Total Section:	11 000 000	500 000	3 362 015		14 862 015
60 Charges non Réparties					
5 Investissements exécutés par l'état	36 775 000	0	0		36 775 000
Total Section:	36 775 000	0	0		36 775 000
61 Ministère du Plan					
5 Investissements exécutés par l'état	1 232 450	0	0		1 232 450
6 Transfert en capital	2 564 550	0	0		2 564 550
Total Section:	3 797 000	0	0		3 797 000
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales					
5 Investissements exécutés par l'état	3 906 000	3 610 000	1 959 000		9 475 000
6 Transfert en capital	2 094 000	0	0		2 094 000
Total Section:	6 000 000	3 610 000	1 959 000		11 569 000

**ANNEXE 5****Répartition des crédits de paiement et
des Prévisions de tirage par pouvoir
Public ou Ministère et par titre**

	RESSOURCES INTERNES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	PT	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
			PT	PT	
63 Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique					
5 Investissements exécutés par l'état	1 200 000	1 000 000	0	0	2 200 000
6 Transfert en capital	7 350 000	0	0	0	7 350 000
Total Section:	8 550 000	1 000 000	0	0	9 550 000
64 Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance					
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0	0	0
Total Section:	0	0	0	0	0
65 Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales					
5 Investissements exécutés par l'état	1 117 917	3 400 000	5 027 000	0	9 544 917
6 Transfert en capital	20 628 000	0	0	0	20 628 000
Total Section:	21 745 917	3 400 000	5 027 000	0	30 172 917
67 Ministère des Energies Renouvelables					
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0	0	0
Total Section:	0	0	0	0	0
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement					
5 Investissements exécutés par l'état	7 163 000	5 868 000	9 427 780	0	22 458 780
6 Transfert en capital	11 524 000	0	0	0	11 524 000
Total Section:	18 687 000	5 868 000	9 427 780	0	33 982 780
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche					
5 Investissements exécutés par l'état	2 045 000	3 000 000	0	0	5 045 000
6 Transfert en capital	16 175 000	0	0	0	16 175 000
Total Section:	18 220 000	3 000 000	0	0	21 220 000
80 Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations avec les Institutions					
5 Investissements exécutés par l'état	1 040 000	0	2 056 000	0	3 096 000
Total Section:	1 040 000	0	2 056 000	0	3 096 000
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation					
5 Investissements exécutés par l'état	180 000	1 000 000	0	0	1 180 000
6 Transfert en capital	32 520 000	0	0	0	32 520 000
Total Section:	32 700 000	1 000 000	0	0	33 700 000
82 Ministère de la Promotion des Investissements et des Partenariats					
5 Investissements exécutés par l'état	0	17 000 000	1 096 000	0	18 096 000
6 Transfert en capital	13 770 000	0	0	0	13 770 000
Total Section:	13 770 000	17 000 000	1 096 000	0	31 866 000
Total Général:	577 000 000	184 000 000	181 000 000	0	942 000 000

**ANNEXE 5 bis****Financement des dépenses d'investissement**

En millions de FCFA

INTITULE DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENT						TOTAL	
	INTERIEURS (1)		EXTERIEURS (2)					
	ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS			
Investissements	AP	CP	FA	PT	FA	PT	AP+FA	CP+PT
	5 456 686	577 000	2 986 824	184 000	1 444 152	181 000	9 887 662	942 000

AP = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

CP = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

FA = financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

PT = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

Budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

**ANNEXE 6****Tableau des taxes parafiscales**

(Art 6 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances)

Art 14 du projet de loi de finances)

En FCFA

NATURE DE LA TAXE	ORGANISMES BENEFICIAIRES	TAUX ET ASSIETTE	NATURE OU OBJET DE LA TAXE	TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES	EVALUATION POUR L'ANNEE 2014
Prélèvement COSEC	Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) (50%)	0,40% valeur des marchandises importées	Prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation	- loi n° 75-51 du 3 avril 1975 - Décret n° 2011-167 du 3 février 2011	3.600.000.000
	et Fonds spécial de Soutien au secteur de l'Energie (FSE) (50%)				3.600.000.000
Cotisation professionnelle	COSEC	Cotisation annuelle de 10 000 francs	Cotisation professionnelle	décret n° 94-006 du 9 juin 1994	
Taxe sur les usagers de la route	Fonds d'Entretien Routier Autonome du Sénégal (FERA)	- 7.090 F CFA / hectolitre pour le super carburant - 6.390 F CFA / hectolitre pour l'essence ordinaire - 3.190 F CFA / hectolitre pour le gasoil	Taxe d'usage de la route	décret n° 2008-85 du 12 février 2008	26.000.000.000
Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie (PSE)	FSE	- 20.000 FCFA par mètre cube pour le gasoil - 15.000 FCFA par tonne pour le diesel oil - 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 180 - 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 380 - 15.000 FCFA par mètre cube de supercarburant - 15.000 FCFA par mètre cube d'essence ordinaire	Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie	Décret n° 2011-170 du 3 février 2011 modifié par le décret n° 2011-1012 du 15 juillet 2011	13.400.000.000
Contribution au Développement du service universel des Télécommunications et de l'Energie (CODETE)	CODETE	3% du chiffre d'affaires hors taxes des exploitants de réseaux publics de télécommunications, net des frais d'interconnexion	Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie et au développement du service universel des télécommunications	Décret n° 2011-311 du 7 mars 2011	18.000.000.000

ANNEXE 7**Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs**

(Art 15 du projet de loi)

IMPUTATION	NATURE DES DEPENSES
BUDGET GENERAL	
Section 10 Dette Publique	
Titre 1 90922247010 1511	Amortissement emprunt projet multilatéraux
Titre 1 90922247010 1521	Amortissement emprunt projet bilatéraux
Titre 1 90922247010 1611	Amortissement emprunt programme multilatéraux
Titre 1 90922247010 1761	Autres emprunt Intérieurs auprès Instit...
Titre 1 90922247010 6511	Intérêts et frais financiers dette multilatérale
Titre 1 90922247010 6521	Intérêts et frais financiers dette bilatérale
Titre 1 90922247010 6541	Autres Intérêts et frais financiers extérieurs
Titre 1 90922247010 6571	Intérêts et frais financiers dette intérieure
Toutes sections	TOUS LES SERVICES
Titre 2 art 61 Parag. 1 Ligne 1	Dépenses de personnel
Titre 2 art 61 Parag. 3 Ligne 2	Indemnités de logement
Section 60	ECONOMIE ET FINANCES (charges communes)
Titre 3 91322348010 6233	Couverture de débet
Titre 3 302170008011 6233	Frais d'acte et de contentieux
Titre 5 70095017999 6295	Impôts et taxes sur marchés publics financés sur fonds extérieurs

**ANNEXE 8****ENCOURS HORS FMI ET DEPOT KOWEITIEEN DE LA DETTE PUBLIQUE
EXTERIEURE: FIN AOUT 2013**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de FCFA

	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS
	AU 31.08.2010	AU 31.08.2011	AU 31.08.2012	AU 31.08.2013
Crédits multilatéraux	985,8	1 054,93	1193,37	1269,4
BIRD/IDA	492,82	575,28	633,88	697,3
BEI/FED/FND	9,97	19,09	18,17	16,8
BAD/FAD	97,47	173,66	215,51	221,7
OPEP/BADEA/BID/FASA	138,12	172,99	193,81	182,3
AUTRES	84,22	113,91	132	151,3
Crédits Bilatéraux	586,67	421,99	485,7	578,9
Pays de l'OCDE	207,32	157,25	179,05	224
Pays arabes	260,36	128,17	150,65	148,1
Autres	118,99	136,57	156	206,8
Dettes Commerciales	0,08	0		
DONT GARANTIE	0,08	0		
Crédits à l'exportation			1,01	1
EUROBOND	90	228,14	260	247,7
Total	1 662,55	1 705,06	1940,08	2097
variation absolue sur année précédente		-195,02	235,02	156,92
variation relative sur année précédente		-10,26%	13,78%	8,09%

**ANNEXE 8 bis****ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU 31 AOÛT 2013**

Désignation	Montant
Découvert statutaire	0,0
FMI	181,0
Dépôt Koweïtien	29,6
Bons du Trésor sur formules	3,7
Bons du Trésor en compte de dépôt	10,0
Bons du Trésor par adjudication	262,0
Obligations du Trésor par adjudication	340,2
Obligations par appel public à l'épargne	212,6
TOTAL	1039,2

Source : DDP/DGCPT/MEF

**ANNEXE 8 ter****SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de FCFA

Service prévisionnel LFI 2014	2014		
	Principal	I & C	Total
Dettes extérieures			
Crédits Multilatéraux	62,58	25,15	87,73
dont BIRD/IDA/FIDA	34,91	15,92	50,83
BAD/FAD	5,18	3,10	8,28
OPEP/BADEA/BID	13,52	2,82	16,34
Autres	8,97	3,31	12,28
Crédits Bilatéraux	35,43	17,38	52,81
Pays de l'OCDE	13,57	9,37	22,94
Pays arabes	9,75	2,41	12,16
Autres	12,11	5,59	17,70
Opérations financières	0,00	0,00	0,00
Eurobond	0,00	22,33	22,33
			0,00
SOUS TOTAL	98,01	64,86	162,87
dont Economies PPTE (pour mémoire)	12,05	4,10	16,15
dont Economies IADM (pour mémoire)	33,41	6,77	40,18
Dettes intérieures			
Remboursement découvert statutaire	0,00	0,00	0,00
Rachats DTS/ FMI	20,60	2,70	23,30
Dépôt koweïtien	5,00	0,57	5,57
Obligations du Trésor par adjudication	158,86	26,38	185,25
Obligations du Trésor par appel public à l'épargne	19,20	12,84	32,04
Bons du Trésor par adjudication	87,85	0,00	87,85
Bons sur formules	2,35	0,00	2,35
Autres emprunts bancaires	0,00	0,00	0,00
Service prévisionnel des emprunts par adjudication	0,00	0,00	0,00
Service prévisionnel pour les émissions de 2014	0,00	23,48	23,48
CDC Fonds des particuliers	0,00	0,70	0,70
SOUS TOTAL	293,86	66,68	360,54
TOTAL général	391,87	131,54	523,41

Source : DDP/DGCPT/MEF



ANNEXE 9

Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources PPTE/IADM

En FCFA

Intitulés	Affectation crédits PPTE /IADM
PRISE EN CHARGES MAITRES CONTRACTUELS	10 845 750 000
Total PPTE	10 845 750 000
PRISE EN CHARGE DES VOLONTAIRES DE L'EDUCATION	1 154 250 000
Total IADM	1 154 250 000
TOTAL EDUCATION	12 000 000 000
TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	12 000 000 000

**ANNEXE 9 bis****LISTE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES PPTE/IADM**

En FCFA

CODE PTIP	INTITULE DES PROJETS	AFFECTATION RESSOURCES PPTE-IADM
21 PRESIDENCE		
46044	PROGRAMME NATIONAL DE BOURSES DE SECURITE FAMILIALE	10 500 000 000
TOTAL SECTION		10 500 000 000
30 PRIMATURE		
44001	PLAN STRATEGIQUE DE LUTTE CONTRE LE SIDA	850 000 000
TOTAL SECTION		850 000 000
42 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL		
11001	PROGRAMME EQUIPEMENT MONDE RURAL	5 000 000 000
11014	PROGRAMME NATIONAL D'INSERTION ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	2 500 000 000
11018	PROGRAMME RECONSTITUTION CAPITAL SEMENCIER	5 000 000 000
11049	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES NIAYES	85 000 000
TOTAL SECTION		12 585 000 000
44 MINISTERE DE L'ENERGIE		
24089	PROGRAMME URGENCE ELECTRIFICATION RURALE	2 250 000 000
TOTAL SECTION		2 250 000 000
50 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE, DE L'ELEMENTAIRE ET DU MOYEN SECONDAIRE ET DES LANGUES NATIONALES		
45012	PROJET CONSTRUCTION SALLES DE CLASSE	2 295 000 000
TOTAL SECTION		2 295 000 000
54 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE		
44170	COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE	6 000 000 000
44122	REHABILITATION ET EQUIPEMENT CENTRE DE SANTE DE BAKEL	100 000 000
		6 100 000 000
68 MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT		
15089	ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE L'AXE NDIOSMONE PALMARIN	600 000 000
15031	APPUI AMELIORATION ADDUCTION EAU POTABLE (AEP)	300 000 000
TOTAL SECTION		900 000 000
81 MINISTERE DE LA RESTRUCTURATION ET DE L'AMENAGEMENT DES ZONES D'INONDATION		
41055	PROGRAMME DECENNAL DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS - PHASE D'URGENCE : VOLET GESTION DES EAUX PLUVIALES	11 520 000 000
TOTAL SECTION		11 520 000 000
TOTAL GENERAL		47 000 000 000

**ANNEXE 10****SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES**

STRUCTURES	CREDITS TRANSFERES 2014
A N R A C	270 000 000
Académie Scientifique et Technique	100 000 000
Agence Aménagement du Territoire	94 000 000
Agence construction des Bâtiments et Edifices publics	15 000 000
Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité	4 000 000 000
Agence de Développement et Encadrement PME	391 167 000
Agence de la Maison de l'Outil	150 000 000
Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE)	99 777 000
Agence Gestion Patrimoine Bâti de l'Etat	8 369 600 000
Agence Nat Emploi Jeunesse	88 125 000
Agence Nat. de la Grande Muraille Verte	270 224 000
Agence Nat. des Eco-Villages	208 033 000
Agence Nat. Recherche Scientifique	300 000 000
AGENCE NAT. STATISTIQUE ET DEMOGRAPH	2 757 040 000
Agence Nat. Case Tout-petits	450 464 000
Agence nationale de l'Aquaculture	318 033 000
Agence national d'insertion et de développement agricole (ex Plan REVA)	97 000 000
Agence nationale d'Appui aux Marchands ambulants (ANAMA)	165 000 000
Agence Nationale des Affaires Maritimes	157 807 000
Agence Nationale pour les Energies Renouvelables	14 000 000
Agence pour l'Economie et de la Maîtrise de l'Energie	14 000 000
Agence pour le Développement Local	94 000 000
Agence pour le logement des Forces Armées	30 000 000
Agence pour l'Emploi des Jeunes des Banlieues (AJEB)	285 955 000
Agence Promotion Hydrogr. Nationale	154 900 000
Agence Régulation des Marchés	227 198 000
AGENCE REINSERT. SOC. MILITAIRES	143 016 000
Agence Seneg. Promotion Exportations ASEPEX	188 000 000
ANACIM	266 000 000
ANCAR	1 040 000 000
APDA	197 400 000
APIX	1 847 301 000
APROSI	122 670 000
ASPIT	192 465 000
Association Sénégalaise de Normalisation	66 270 000
Autorité de Radioprotection et Sureté Nucléaire	100 000 000
Autorité nationale d'assurance qualité (ANAQ)	250 000 000
Centre d'Enseignement à Distance	53 000 000
Commission de Protection des Données Personnelles	20 000 000
Commission Nationale aux Droits de l'Homme	50 000 000
Commission Nationale de la Concurrence	33 507 000
Commission Réforme des Institutions	200 000 000
Commission nationale sur la Réforme Foncière	300 000 000



CONACILSS	20 000 000
CONSEIL DES INFRASTRUCTURES	100 000 000
Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel	293 400 000
Commission de supervision et de Régulation des Institutions de Sécurité Sociale (COSRIS)	131 600 000
COUD	13 073 000 000
Cour de Répression de l'Enrichissement illicite	485 000 000
CROUS ST-LOUIS	3 430 915 000
Théâtre Daniel Sorano	376 000 000
Délégation à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac rose	20 000 000
Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité	200 000 000
Délégation Générale pour l'Organisation de la Francophonie	410 000 000
Ecole nationale d'administration (ENA)	811 939 000
Grand Théâtre	900 000 000
Haras national	200 454 000
INSTITUT BRITANIQUE	51 329 000
INSTITUT ISLAMIQUE DE DAKAR	160 000 000
Institut Technologie Alimentaire	495 380 000
ISRA	4 475 000 000
M C A	262 000 000
Maison de la Culture DOUTA SECK	45 000 000
Manufactures Séné. des Arts Décoratifs	268 615 000
MIFERSO	20 630 000
Monument de la Renaissance Africaine	277 425 000
Observatoire Qualité des Services financiers	830 119 640
Office des pupilles de la Nation	115 600 000
Office national de prévention contre les inondations	14 000 000
Office national pour le lac de Guiers	226 922 000
Office Nationale Anciens Combattants	106 718 000
Office national anti corruption OFNAC	100 000 000
Orchestre National	42 223 000
Rencontr. Cinémat. de Dakar (RECIDAC)	71 675 000
UCAD	20 018 575 000
Total	72 224 471 640



ANNEXE 10 bis

SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES

INTITULES AGENCES	Crédits 2014
AGENCE NATIONALE CHARGEE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX)	13 400 000 000
Appui aux Grands Travaux	900 000 000
Projet autoroute à péage Dakar-Diamniadio	7 500 000 000
Prolongement autoroute à péage Diamniadio-AIBD	5 000 000 000
AGENCE AUTONOME DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)	75 000 000 000
Entretien routier	25 000 000 000
Construction Boulal-Ourossogui sur 96 km (Route Linguère-Matam)	3 000 000 000
VDN 2ème Section CICES GOLF ET Phase I 3 ^{ème} Section GOLF Keur Massar	4 000 000 000
Réhabilitation et construction ponts suivant approche pluriannuelle (ex projet construction pont)	2 000 000 000
Réhabilitation de la route Fatick-Kaolack	9 000 000 000
Programme spécial Touba	1 000 000 000
Projet construction pont de Kédougou	1 800 000 000
BOUCLE DU BLOUF : THIONK ESSYL-BALINGOR (20km)	800 000 000
Route Joal-samba Dia - Djiffere	900 000 000
Construction de la route mandat douane Vélingara	9 000 000 000
Programme de réalisation de pistes	4 000 000 000
Travaux de réhabilitation du tronçon Touba Dahra Linguère	500 000 000
Route Kolda Pata Médina Yoro Foulah Fafacoura Kolda et Fafacoura Dabo	700 000 000
Projet de réalisation de la route de Kalounaye	300 000 000
Autoroute AIBD Somone Mbour	7 000 000 000
Etudes et travaux de construction des ponts de Gangel Souley et Windou Bosseabe	400 000 000
Programme de modernisation de la ville de Médina Gounass y compris le site du Daka	2 000 000 000
Programme de développement du département de Keniaba	500 000 000
VDN 2ème SECTION	500 000 000
Pont transgambien	300 000 000
Travaux d'aménagement de la route Vélingara Badiara	1 600 000 000
Réhabilitation du pont Sénégal 1992	500 000 000
Projet de réhabilitation de la route Ndioum Ourossogui Bakel	100 000 000
Etudes techniques boulevard DIAL DIOP Fann Bel air	100 000 000
AGENCE DE L'INFORMATIQUE DE L'ETAT (ADIE)	4 650 000 000
Programme spécial d'acquisition d'ordinateurs	3 300 000 000
Informatisation de l'Etat	1 350 000 000
AGENCE POUR L'EMPLOI DES JEUNES DE LA BANLIEUE (AJEB)	440 000 000
Projet d'Appui à l'Office pour la Formation et l'Emploi des Jeunes de la Banlieue	440 000 000
AGENCE NATIONALE D'APPUI AUX MARCHANDS AMBULANTS	190 000 000
Projet de Recasement des marchands ambulants	190 000 000
AGENCE POUR LA REINSERTION SOCIALE DES MILITAIRES	500 000 000



ANNEXE 10 bis (suite)

SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES

INTITULES AGENCES	Crédits 2014
AGENCE POUR LE LOGEMENT DES FORCES ARMEES	250 000 000
AGENCE JUDICIAIRE DE L'ETAT	63 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE	2 560 000 000
Construction siège ANSD	260 000 000
Programme statistique ANSD	1 200 000 000
Recensement général de la population et de la démographie 2010	1 100 000 000
AGENCE NATIONALE POUR LA RELANCE DES ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES EN CASAMANCE (ANRAC)	500 000 000
Programme Appui à la Relance Economique et Sociale en Casamance	500 000 000
AGENCE NATIONALE D'INSERTION ET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (ANIDA) (ex REVA)	2 500 000 000
AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER)	4 682 000 000
Programme d'Appui au Fonctionnement de l'ASER	2 282 000 000
Projet d'Elaboration des Plans Locaux d'Electrification rurale	150 000 000
Programme Urgence Electrification rurale	2 250 000 000
AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROPRIETE INTELECTUELLE ET L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASPIT)	100 000 000
Programme d'Acquisition et de Diffusion Technologique	100 000 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET D'ENCADREMENT DES PME (ADPME)	590 000 000
Cellule entreprise en difficulté	90 000 000
Appui ADPME	500 000 000
AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DU TOURISME (ANPT)	595 000 000
Assainissement du Secteur touristique	100 000 000
Développement du Tourisme communautaire	30 000 000
Projet de mise en place système de suivi d'inform. Touristiques	90 000 000
Projet de Promotion Touristique	300 000 000
Renforcement des capacités de la Police Touristique	50 000 000
Programme multisectoriel de Lutte contre le VIH/SIDA au SENEGAL	25 000 000
AGENCE DE DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (ADM)	300 000 000
Contrepartie Projet de Renforcement et d'Equipeement des Collectivités locales (PRECOL)	300 000 000
AGENCE DE REGULATION DES MARCHES (ARM)	190 000 000
Projet d'Edification d'Infrastructures de Stockage	190 000 000
AGENCE SENEGALAISE DE PROMOTION DES EXPORTATIONS (ASEPEX)	100 000 000
Fonds de Promotion des Exportations	100 000 000
AGENCE POUR L'ECONOMIE ET LA MAITRISE DE L'ENERGIE	700 000 000
AGENCE NATIONALE POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES	690 000 000
AGENCE DE PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE NATIONAL	500 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES TOUT PETITS (ANCTP)	650 000 000
Construction et Equipement Cases des Tout Petits	350 000 000
Achat Manuels Cases des Tout Petits	300 000 000



ANNEXE 10 bis (suite)

SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES

INTITULES AGENCES	Crédits 2014
AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'ACQUACULTURE	640 000 000
Programme de Développement de l'Aquaculture	640 000 000
AGENCE NATIONALE DES ECO-VILLAGES	388 000 000
Programme Eco-villages	388 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE	180 000 000
Centre africain de Recherche et d'Application (CARA)	65 000 000
Projet Parc Technologie	90 000 000
Projet laboratoire Biopole	25 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	500 000 000
Programme grande muraille verte	500 000 000
AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA METEOROLOGIE DU SENEGAL (ANACIMS)	50 000 000
Programme Pluies provoquées (Bawaan)	50 000 000
AGENCE NATIONALE DE CONSEIL AGRICOLE ET RURAL (ANCAR)	1 000 000 000
Appui au fonctionnement de l'ANCAR	500 000 000
Fonds national de Développement Agro-Sylvo-Pastoral	500 000 000
AGENCE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ANAT)	800 000 000
Acquisition Equipement et Mobiliers ANAT	500 000 000
Programme décennal de lutte contre les inondations: Phase d'urgence/ volet aménagement du territoire	300 000 000
AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	25 000 000
Projet Appui ANEJ	25 000 000
AGENCE DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS (ACBEP)	700 000 000
Projet d'Appui à l'Agence de Construction des Bâtiments et Edifices publics	700 000 000
AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL	370 000 000
Projet de la Maison de l'Outil	370 000 000
TOTAL	113 803 000 000

**ANNEXE 11****OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIANT D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS**

Structures	Libelles	Prévisions révisées 2012	Exécution 2012	Prévision 2013	Exécution au 31/08/2013
APIX	Report à nouveau				
	Transfert courant (Etat)	1 759 433 000	1 759 433 000	2 659 433 000	1 994 568 750
	Transfert en Capital (Etat)	34 398 500 000	30 900 000 000	16 900 000 000	12 000 000 000
	Bailleurs de Fonds	31 410 848 043	16 371 096 138	22 684 708 986	8 189 429 805
	Autres recettes	195 000 000	301 707 340	170 000 000	156 968 440
	Total Recettes	67 763 781 043	49 332 236 478	42 414 141 986	22 340 966 995
	Fonctionnement	3 367 976 744	3 730 683 775	2 736 929 400	2 080 266 863
	Investissement	65 963 326 033	45 292 599 840	65 389 361 536	28 208 392 506
	Total Dépenses	69 331 302 777	49 023 283 615	68 126 290 936	30 288 659 369
AGEROUTE	Report à nouveau				
	Transfert courant (Etat)				
	Transfert en Capital (Etat)	120 515 000 000	96 982 002 713	120 892 000 000	71 398 777 569
	Bailleurs de Fonds	52 907 629 000	28 731 450 635	120 522 000 000	44 314 433 912
	Ressources propres	55 500 000	33 308 220	232 000 000	136 347 002
	Total Recettes	173 478 129 000	125 746 761 568	241 646 000 000	115 849 558 483
	Fonctionnement	3 556 500 000	3 376 563 000	3 732 000 000	1 927 343 843
	Investissement	169 921 629 000	121 595 284 146	237 914 000 000	97 820 460 854
	Total Dépenses	173 478 129 000	124 971 847 146	241 646 000 000	99 747 804 697
ASER	Report à nouveau				
	Transfert courant (Etat)				
	Transfert en Capital (Etat)	6 776 000 000	6 776 000 000	4 858 000 000	3 681 000 000
	Bailleurs de Fonds	1 736 982 361	1 736 982 361	8 063 843 108	461 388 001
	Autres recettes				
	Total Recettes	8 512 982 361	8 512 982 361	12 921 843 108	4 142 388 001
	Fonctionnement	2 997 212 076	2 072 014 756	1 699 382 637	1 166 157 708
	Investissement	14 412 577 568	6 995 596 001	11 222 460 472	518 077 023
	Total Dépenses	17 409 789 644	9 067 610 757	12 921 843 109	1 684 234 731
UCAD	Report à nouveau	-	137 390 491	-	97 728 470
	Transfert courant (Etat)	24 950 000 000	25 987 747 116	20 388 063 891	19 588 709 870
	Transfert en Capital (Etat)	498 700 884	498 700 884	512 593 993	512 593 993
	Autres recettes	6 166 157 556	3 044 363 482	6 583 630 842	2 992 524 132
	Total Recettes	31 614 858 440	29 668 201 973	27 484 288 726	23 191 556 465
	Fonctionnement	24 950 000 000	26 242 196 774	26 971 694 733	20 694 220 293
	Investissement	498 700 884	66 184 088	512 593 993	40 350 920
	Total Dépenses	25 448 700 884	26 308 380 862	27 484 288 726	20 734 571 213

**ANNEXE 11 (suite)****OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIANT
D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS**

COUD	Report à nouveau				
	Transfert courant (Etat)	16 014 521 000	14 437 054 000	13 073 000 000	9 092 196 480
	Transfert en Capital (Etat)	2 161 252 070	2 161 252 070	1 719 855 421	1 289 891 566
	Ressources propres	1 806 600 000	1 660 669 855	1 797 400 000	1 348 050 000
	Total Recettes	19 982 373 070	925	16 590 255 421	11 730 138 046
	Fonctionnement	16 014 521 000	16 097 723 855	13 920 328 640	10 440 246 480
	Investissement	2 161 252 070	2 161 252 070	1 719 855 421	1 289 891 566
	Total Dépenses	18 175 773 070	925	15 640 184 061	11 730 138 046

ANNEXE 12

RISQUES BUDGETAIRES

(Cautions, garanties, autres risques contingents)

1- Cautions

Producteur Indépendant d'Electricité (Kounoune Power) :
risque de mise en jeu de caution faible.

2- Capital social appelé non versé :

Néant.

3- Actions en justice :

Montants des risques susceptibles d'être réclamés en 2014 au titre des contentieux pendants devant les tribunaux internationaux et nationaux : **5 milliards FCFA.**

4- Autres obligations contingentes :

Eu égard aux difficultés de certaines entreprises du secteur parapublic liées au niveau trop élevé de leur endettement et à l'insuffisance de leurs ressources d'exploitation, L'Etat pourrait, bien qu'aucune forme de garantie ne l'y oblige, venir en aide à ces structures en difficulté, dans la limite de ses disponibilités financières.